

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/34/438
6 décembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Mise en oeuvre de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 4 de la résolution 1978/64 adoptée à sa seconde session ordinaire de 1978, le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, un rapport sur la mise en oeuvre de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

2. Il est rappelé qu'au paragraphe 3 de sa résolution 3386 (XXX) du 12 décembre 1975, l'Assemblée générale a chargé le Conseil économique et social d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. A cet égard, le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa soixante-troisième session, trois rapports que celui-ci, par sa résolution 2125 (LXIII) a transmis à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session :

a) Rapport sur les progrès réalisés par les gouvernements dans la mise en oeuvre de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (E/5999, Corr.1 et Add.1);

b) Rapport sur les activités menées en vue de diffuser cette charte (E/5992)

c) Rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats par certains organismes des Nations Unies certaines institutions spécialisées ainsi que les commissions régionales, dans leurs domaines de compétence respectifs (E/5991 et Corr.1).

3. La mise en oeuvre de la Charte est fondamentalement du ressort des gouvernements et les mesures législatives et réglementaires adoptées à l'échelon national constituent le moyen le plus direct de la réaliser. Le Secrétaire général a prié les gouvernements des Etats Membres de lui communiquer des renseignements aux fins d'élaborer un rapport sur les progrès réalisés tout en rappelant la demande analogue qu'il leur avait antérieurement adressée ainsi que le rapport au Conseil économique et social à sa soixante-troisième session établi à partir des réponses reçues. Le nombre insuffisant des réponses n'a pas permis l'élaboration d'un nouveau rapport.

4. Le Secrétaire général espère que grâce à la réception de communications supplémentaires fournies par les gouvernements, il sera en mesure de présenter un rapport que le Conseil économique et social pourra examiner à sa seconde session ordinaire de 1979, au titre du point de l'ordre du jour relatif à la Charte. Ce rapport comporterait également des renseignements concernant l'assistance apportée par les organismes des Nations Unies à la mise en oeuvre de la Charte.
